

**Déclaration conjointe de l'Union européenne, de la République fédérale d'Allemagne,  
de la République française et de la République du Sénégal concernant une coopération  
renforcée dans le domaine de l'énergie durable**

1. Reconnaissant que le développement du secteur de l'énergie est essentiel pour la croissance économique durable du Sénégal tel qu'inscrit dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) ;
2. Saluant la décision stratégique du Sénégal de porter à 20% la part du parc de production d'électricité à partir des énergies renouvelables à l'horizon de 2017 ainsi que de promouvoir l'efficacité énergétique ;
3. Saluant l'ambition du gouvernement de porter le taux d'électrification rurale à 60% en 2017 ;
4. Saluant l'engagement du Sénégal à contribuer au défi collectif que représente le changement climatique par la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) du Sénégal en vue du Sommet climatique à Paris, qui s'inscrit dans le cadre de sa stratégie de développement, le Plan Sénégal Émergent (PSE), ainsi que ses programmes sectoriels d'énergie ;
5. Reconnaissant l'Initiative africaine sur l'énergie renouvelable qui vise à accélérer la mise en place des énergies renouvelables en Afrique et qui a été mise en avant lors du sommet de l'Union africaine en Juin 2015 et a été soutenue lors du sommet du G7 à Elmau en Juin 2015 et à la réunion du G20 des ministres de l'énergie tenue à Istanbul en Octobre 2015 ;
6. Considérant que l'atteinte des objectifs fixés ci-dessus nécessite un cadre légal, réglementaire et administratif clair et efficace ainsi qu'un fort leadership de tous les acteurs concernés ;
7. Prenant note que la stratégie du pays est en phase avec les objectifs de l'initiative lancée par le Secrétaire Général des Nations Unies en septembre 2011 "Energie durable pour tous"<sup>1</sup>, tout en reconnaissant que la mise en place de cette ambitieuse stratégie demandera des efforts importants en termes de moyens et de capacités ;
8. Considérant que la communication « Programme pour le Changement »<sup>2</sup>, adoptée en 2011 par la Commission européenne et approuvée par les conclusions du Conseil du 14/05/2012, encourage l'Union Européenne à appuyer les pays partenaires dans leur lutte contre la pauvreté et à les accompagner sur le chemin de la croissance durable. Les aspects essentiels abordés dans le « Programme pour le Changement » incluent la bonne gouvernance, la croissance inclusive et soutenable, l'agriculture, la sécurité alimentaire,

---

<sup>1</sup> <http://www.un.org/wcm/content/site/sustainableenergyforall/home/Initiative>

<sup>2</sup> COM/2011/637 final

l'énergie propre et l'amélioration de la résilience face aux désastres naturels et aux conséquences du changement climatique ;

9. Considérant le document de programmation conjointe dont l'objectif général est d'assurer la disponibilité de l'énergie aux meilleurs prix et garantir un accès universel aux services énergétiques modernes dans le respect des principes d'acceptabilité sociale et environnementale ;
10. Considérant que la Commission Européenne a alloué dans l'enveloppe nationale pour la République du Sénégal du 11ème Fonds de Développement Européen (FED) une contribution financière de 15 millions EUR pour appuyer la République du Sénégal à atteindre ses objectifs en matière énergétique durant la période 2014-2017 et dans le cadre des Facilités Energie, des subventions d'un montant total de 38 millions EUR pour appuyer l'électrification rurale. En outre, des actions complémentaires pourront être envisagées dans le contexte de la programmation régionale du FED, des lignes thématiques telles que: « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent », du nouvel instrument Electrification Financing Initiative (ELECTRIFI), de la Convention des Maires et des contributions d'autres donateurs dans le cadre de mixages entre les dons et les prêts concessionnels ;
11. Considérant que la France, à travers le groupe Agence Française de Développement (AFD), a fait de l'appui au secteur énergétique au Sénégal une priorité avec des engagements d'un montant total de 133 millions EUR sur les cinq dernières années, contribuant ainsi à l'amélioration du service rendu aux abonnés et au redressement financier de la Sénélec, grâce au financement d'un important programme de réhabilitation du parc de production de la Sénélec, d'infrastructures de transport régionales structurantes, et d'une concession d'électrification rurale. L'AFD soutient également le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique via des lignes de crédit bancaires destinées à financer des projets d'investissement dans ces domaines et de l'assistance technique ;
12. Considérant que les appuis du groupe AFD (AFD-Proparco) au secteur s'articuleront dans les prochaines années autour des trois axes suivants : énergies renouvelables, énergie sécurisée (renforcement et interconnexion des réseaux électriques), accès à l'énergie ;
13. Considérant que l'Allemagne, grâce à une coopération financière et technique mise en œuvre pour le compte du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), par la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW Banque de Développement) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ, agence allemande de coopération technique) est en train d'exécuter des projets et programmes dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'accès à l'énergie à travers une concession d'électrification rurale, pour un montant total de 54,1 millions EUR. D'autres projets et programmes dans ces domaines, financés par des subventions allemandes, sont en cours de préparation. Ils s'élèvent à un montant additionnel de 71,26 millions EUR pour les trois prochaines années. En total, l'engagement de l'Allemagne s'élève à un montant de 125,35 millions EUR sous forme de subvention ;

14. Considérant que depuis 2012, l'Allemagne et le Sénégal ont convenu de concentrer leur coopération exclusivement dans le secteur de l'énergie, notamment des énergies renouvelables ;
15. Considérant que l'Allemagne (25,6 millions EUR sous forme de prêt, provenant d'un engagement antérieur), la France (prêt de 40 M€ de l'AFD) et la Banque Européenne d'Investissement (prêt de 20 millions EUR) en tant qu'institution de l'Union Européenne financent le projet de construction d'une ligne de transmission d'électricité annulaire pour l'OMVG (Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie). Les tronçons en question relient Kaolack avec le réseau d'énergie gambien et Kaolack à Tambacounda et permettent également d'intégrer la région sud dans le réseau interconnecté du pays. Le projet complète l'engagement de l'Allemagne et la France dans le secteur de l'énergie au Sénégal mais aussi dans le Système d'Echanges d'Energie Electrique Ouest Africain (EEEOA) ;
16. Prenant en compte la complémentarité des actions de l'Union européenne et de ses Etats membres avec celles des autres partenaires dans l'utilisation des fonds publics en vue de mobiliser des montants plus importants provenant de partenariats financiers au bénéfice du maximum de citoyen ;
17. Reconnaissant qu'une coopération renforcée entre la République du Sénégal, l'Union européenne, la France et l'Allemagne, permet de créer les conditions nécessaires à l'augmentation des investissements, à éviter les doubles emplois, la dispersion de financement et peut amplifier les efforts individuels ;
18. Confiant qu'une coopération renforcée pourra faciliter l'atteinte des objectifs nationaux en matière énergétique, augmenter significativement l'accès à l'énergie durable, produire de l'électricité fiable à un coût compétitif et aider à fournir des services énergétiques modernes et abordables à la population tout en améliorant l'efficacité des infrastructures énergétiques et de leur utilisation. Cet effort contribuera à promouvoir la paix et la sécurité pour la majorité de la population, à revitaliser l'économie en maximisant les bénéfices économiques, financiers, sociaux et environnementaux et à promouvoir une plus grande résilience aux crises et désastres ;
19. Reconnaissant et s'appuyant sur les coopérations passées et actuelles au niveau national et régional ;
20. L'Union européenne, la France et l'Allemagne s'efforceront de :
  - a. Soutenir l'amélioration du dialogue sectoriel sur l'énergie avec la République du Sénégal et les autres partenaires du secteur (à travers toute la chaîne de valeur, de la recherche et innovation à l'accès aux marchés), en particulier dans le cadre de plans directeurs, d'investissements structurants et de feuilles de route cohérents et partagés;
  - b. Fournir à sa demande une assistance technique au Sénégal pour affiner ses politiques, promouvoir et préparer des projets pertinents et innovateurs, et assurer le partage de connaissances techniques avec le Sénégal;

- c. Appuyer l'identification et la préparation de projets énergétiques qui pourraient être financés avec l'assistance des Partenaires Techniques et Financiers en vue d'augmenter l'accès des populations aux services énergétiques modernes, de développer les énergies renouvelables et d'améliorer l'efficacité énergétique;
- d. Soutenir l'élaboration d'un plan d'action détaillé pour le développement des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de l'accès aux services énergétiques modernes en conformité avec le Plan Sénégal Emergent, la Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Energie et la feuille de route adoptée par le Gouvernement en 2015;
- e. Soutenir la mise en œuvre du Programme National d'Electrification Rurale;
- f. Promouvoir la mobilisation du secteur privé et de la société civile dans le secteur de l'énergie dans le but d'informer et d'inciter le secteur privé et les institutions financières à investir dans l'énergie durable au Sénégal;

21. Le Gouvernement Sénégalais s'efforcera de :

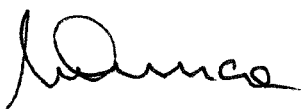
- a. Organiser et animer activement un dialogue sectoriel inclusif avec l'implication de la société civile (associations de consommateurs notamment), le secteur privé et les partenaires techniques et financiers;
- b. Assurer la conduite des programmes énergétiques dans le cadre de plans directeurs cohérents et adoptés en garantissant la transparence de l'information relative au financement, la préparation et à l'exécution des projets dans le secteur;
- c. Développer la politique de mix énergétique en exploitant au mieux toutes les possibilités d'interconnexion régionale et sous régionale;
- d. Porter à 20% du mix énergétique la part du parc de production d'électricité à partir des énergies renouvelables à l'horizon 2017;
- e. Poursuivre et accélérer la libéralisation en encourageant la production indépendante et la réforme institutionnelle du secteur;
- f. Accélérer la réforme des cadres réglementaires et de gouvernance en apportant les innovations nécessaires en vue d'accroître les flux financiers dans le secteur;
- g. Opérer une restructuration institutionnelle et financière de Sénélec pour améliorer ses performances;
- h. Atteindre l'objectif d'électrification rurale de 60% à l'horizon 2017;
- i. Elaborer un plan d'action pour la maîtrise et l'efficacité énergétique;
- j. Assurer de manière durable l'approvisionnement des ménages urbains et ruraux en énergies de cuisson, en veillant à la préservation des ressources forestières;

22. Les documents de programmation tels que la Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Energie ou le Document Conjoint de Programmation signé le 25 novembre 2014 entre le Sénégal, l'Union européenne et les états-membres présents dans le domaine de la coopération, pourront constituer une feuille de route, détaillant les actions possibles visant à accélérer l'approvisionnement de services énergétiques modernes, fiables, compétitifs et soutenables à la population et aux entreprises sénégalaises, avec un calendrier prévisionnel de mise en œuvre ;

Cette déclaration d'intention ne crée pas ou n'a pas l'intention de créer des obligations légales, contraignantes ou budgétaires pour aucune des parties au titre du droit interne ou international.

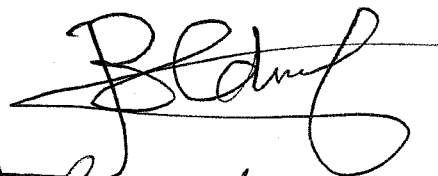
Signé le 7 Décembre, 2015

à Paris

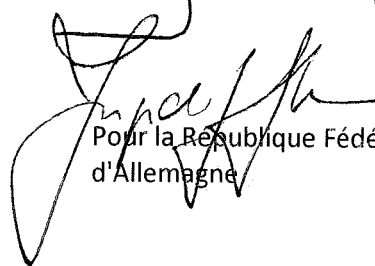


Au nom de l'Union Européenne

Pour la République du Sénégal



Pour la République Française



Pour la République Fédérale  
d'Allemagne

*Fait en autant d'exemplaires originaux que de signataires - chaque signataire conserve une copie*